



DANGEREUSE MANIE



S'IL est une question où les intérêts nationaux du Canada sont concernés d'assez loin, pour ceux surtout qui n'admettent pas que nous faisons un certain tout avec l'Empire britannique, c'est bien la question de la possession de Gibraltar, que l'Espagne voudrait, paraît-il, introduire au Congrès de la Paix.

La possession de Gibraltar constitue un avantage pour l'Angleterre, et ce n'est pas là pour aucun canadien une raison de s'en plaindre. L'acquisition de Gibraltar par l'Espagne serait plus agréable encore à la fierté qu'avantageuse aux intérêts espagnols, mais ce sont là deux raisons qui ne nous touchent que d'assez loin.

Donc, au point de vue du simple bon sens comme d'une sage politique canadienne, il semble bien que si l'Angleterre consent à céder sa puissante forteresse à l'Espagne, nous n'avons aucun motif de nous réjouir, et que nous n'avons non plus aucun motif de nous attrister si Gibraltar reste possession britannique.

Il faut plutôt poser en principe que toute diminution des possessions britanniques, non exigée par la stricte justice, doit être mal vue par tous les Canadiens, à plus forte raison, ne doit jamais être prônée favorablement ni réclamée par aucun d'eux. Sur ce point, comme sur quelques autres, les Canadiens-français sont tenus à une particulière prudence, pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers. Nous n'avons pas plus d'intérêts que de raisons d'être et de nous montrer anti-britanniques, et nous avons bien des raisons d'être et de paraître le contraire, précisément parce que nous sommes canadiens-français.

Nous savons que certains canadiens-français pensent le contraire de ce que nous venons d'affirmer et se plaisent à prendre parti contre l'Angleterre. Nous en avons signalé un exemple l'autre jour dans l'article d'un journal réclamant le désarmement de la flotte britannique, article aussi pauvre de raisons que riche de sophismes. En voici un nouvel exemple, où les raisons sont aussi pauvres, précisément à propos de Gibraltar, pris du *Nationaliste* de l'autre dimanche, le même numéro où nous avons vu cette vilénie à propos des troupes françaises entrant à Metz.

Voici l'article dont nous parlons, intitulé *Gibraltar et la "Gazette"*. Nous en soulignons les passages les plus caractéristiques:

"Pour des raisons sentimentales, sinon pour d'autres, Gibraltar est tenu en si grande estime par le peuple du Royaume-Uni qu'il est difficile de concevoir qu'il puisse consentir à son échange pour tout autre territoire, si précieux soit-il. *What we have we'll hold*, dit un axiome que les Britanniques ne sont pas disposés à écarter, surtout dans les circonstances présentes."

Ce langage où s'affirme le mépris des droits d'autrui, est tenu par la *Gazette*, en relatant la rumeur qui veut que l'Espagne ait l'intention de demander la restitution du fameux rocher détenu par l'Angleterre depuis plus de deux siècles. C'est un beau cynisme formant contraste avec les déclarations de justice, clamées à tous les vents depuis quatre ans. Nous en verrons bien d'autres!

Gibraltar est pour la Méditerranée ce que furent les Dardanelles pour la mer Noire: une infranchissable porte fermée au gré du portier et au grand détriment de la liberté de la navigation: c'est du moins ce qu'on disait des Turcs quand ils étaient aux Dardanelles. Prolongement péninsulaire de l'Espagne, Gibraltar en dominant de ses canons anglais le goulet qui sépare l'Atlantique de la Méditerranée, fait de cette dernière "un lac anglais", dont l'autre issue, du côté oriental, est également fermée au canal de Suez, par l'Angleterre. Les chefs d'Etats des pays côtiers, notamment l'Espagne, la France et l'Italie ont toujours vu dans cette situation une sérieuse atteinte à leur avenir maritime et colonial. Les sentiments impérialistes anglais, que la *Gazette* cherche à attribuer erronément au peuple anglais, les laissèrent sans se troubler à leur point de vue, préférant conserver le leur sur le haut du promontoire dominant de Gibraltar. "*What we have we'll hold*", se dirent-ils, comme le répète si bien la *Gazette*, et les mécontents n'ont qu'à se taire!"

L'Espagne, en soulevant la question de Gibraltar à l'heure de la réfection de la carte européenne sur des bases de "paix juste et durable", inscrit au programme du congrès de Versailles un autre chapitre intéressant.

Au point de vue historique et géographique, les droits espagnols reposent sur des titres indiscutables. Gibraltar d'abord occupé par les envahisseurs Maures, devint dès 1212, terre de Castille, pour rester à l'Espagne jusqu'au XVIII^{ème} siècle. Si l'Angleterre, en s'en emparant aux jours de la guerre de Succession (1704) et en repoussant par la suite de nombreuses tentatives de libération, notamment les sièges hispano-français de 1779 et 1783, a pu s'y établir fermement et en faire un domaine anglais, grâce à des lois qui permettent aux seuls sujets britanniques d'y acquérir des propriétés et de s'y fixer à demeure, on peut difficilement trouver dans ces exploits l'infirmité de droits séculaires.

Sans doute, la *Gazette* n'a pas cette audace; celle contenue dans la formule du "*what we have we'll hold*" est déjà très belle! Est-ce suffisant pour satisfaire les exigences de la Justice pour l'établissement de laquelle la civilisation, y compris l'Angleterre, a sacrifié des millions de vies humaines? C'est au contraire rendre un mauvais service à la paix et à l'Empire britannique que de préconiser des doctrines aussi peu conformes à l'esprit d'intégrité internationale désormais établi dans le triomphe contre la barbarie spoliatrice. Heureusement, l'opinion de la *Gazette* ne pèsera pas lourd à Versailles!

Tout de même, la vieille feuille tory, en affichant son incorrigible mentalité à l'heure où l'on pourrait croire les cœurs plus propres, nous montre qu'il est encore, suivant le mot de Clemenceau, des "consciences pourries". Et comme ce sont chez elles que se développent le mieux les germes de guerre, tenons-en compte.

Ainsi donc parce qu'un journal anglo-canadien prétend que l'Angleterre fait bien de garder Gibraltar, qu'elle possède depuis plus de deux siècles, en son allégation "s'affirme le mépris des droits d'autrui", "un beau cynisme formant contraste avec les déclarations de justice clamées à tous les vents depuis quatre ans." En gardant Gibraltar l'Angleterre méprise "les droits historiques et géographiques de l'Espagne reposant sur des titres indiscutables", vu que sa possession séculaire n'a pas infirmé les droits séculaires toujours existants de l'Espagne, elle refuse de "satisfaire aux exigences de la justice", et la *Gazette*, qui défend sa cause, "préconise des doctrines en opposition avec l'esprit d'intégrité internationale", "affiche son incor-